

Les quartiers populaires, les grands oubliés de la politique gouvernementale ?

La politique de la ville est une politique de cohésion sociale et de solidarité envers les habitants des quartiers les plus pauvres. Elle vise à restaurer l'égalité républicaine et à améliorer les conditions de vie de nos concitoyens les plus fragiles. Sans cette politique publique, ce sont plus de 240 000 habitants en Bretagne et Pays de la Loire qui sombreraient dans l'extrême pauvreté.

En France, la politique de la ville traverse les alternances politiques sans n'avoir encore jamais été remise en cause.

C'est aussi une politique publique qui cristallise de nombreuses tensions et débats qui traversent la société française (précarité, chômage, intégration, immigration, discriminations, mixité, sécurité ...), fortement dépendante d'une volonté politique proactive.

L'absence d'un portefeuille ministériel à la politique de la ville inquiète donc à juste titre. C'est une décision peu commune depuis 1990 et la première nomination en 1990 d'un ministre d'Etat chargé de la ville. Les 1362 quartiers politique de la ville avec 5 300 000 habitants parmi les plus pauvres de France risquent d'être invisibilisés en l'absence d'interlocuteur au sein du gouvernement. Les habitants des quartiers prioritaires méritent un ministère de plein exercice pour coordonner l'ensemble des politiques publiques de droit commun (développement économique, logement, santé, éducation, sécurité) dans une perspective d'égalité territoriale.

Dans des quartiers où la situation ne fait que se dégrader (logement, alimentation, santé, dépenses énergétiques), l'absence de nomination d'un interlocuteur au gouvernement est interprétée comme un mauvais signal qui pourrait augurer d'une baisse des crédits politique de la ville dans une période de forte tension budgétaire et sonner le glas de la mobilisation du droit commun pour les quartiers politique de la ville.

Les conséquences pourraient être désastreuses pour les habitants des QPV :

- Aggravation des inégalités et augmentation de la concentration de la pauvreté.
- Détérioration des conditions d'accès aux droits, à l'éducation, à culture, aux services et à la santé.
- Fragilisation de l'habitat. Dans un récent rapport, l'USH dénonçait « les mesures politiques et budgétaires prises depuis 2017 qui ont réduit sensiblement la capacité de production et de rénovation des bailleurs sociaux ».
- Aggravation du sentiment de relégation des habitants des quartiers populaires et le sentiment d'insécurité dans les quartiers.
- Augmentation des discriminations subies par les habitants des QPV liées à leur de résidence, leur origine réelle ou supposée.
- Accroissement du risque de désintégration des quartiers dans leurs unités urbaines (accessibilité en transport en commun, mixité fonctionnelle urbaine et sociale).

Les collectivités locales ne pourront pas à elles seules suppléer un éventuel désengagement de l'Etat.

RésO Villes, au-delà de ses missions socle (animation de réseaux, accompagner la montée en compétences, capitalisation) souhaite porter un plaidoyer pour "une politique de la ville ambitieuse" en Pays de la Loire et Bretagne.



Pierre Quénéa, président de RésO Villes déclare : « *Nous souhaitons réaffirmer que les réalisations du renouvellement social au titre de la politique de la ville sont réelles et que les habitants des quartiers populaires portent en eux le germe de la réussite. Nous voulons mettre en lumière les bonnes pratiques et les innovations dont les acteurs de la politique de la ville sont capables (sécurité alimentaire, participation citoyenne, Davos des banlieues, banlieues climat). Mais nous voulons surtout que les habitants des quartiers prioritaires jouissent des mêmes services publics que le reste du territoire* ».

A propos de RésO Villes :

RésO Villes est un centre de ressources politique de la ville pour les régions Bretagne et Pays de la Loire, depuis 23 ans. Près de 240 000 habitants dans ces deux régions vivent dans les 79 quartiers prioritaires, répartis sur 31 communes. RésO Villes accompagne les collectivités (villes, départements, régions), les services de l'Etat, les associations et l'ensemble des acteurs publics et privés concernés par les quartiers prioritaires.

Le centre de ressources a pour objectifs d'être un lieu d'échanges, de mutualisation d'expertises, de transfert d'expériences, de formation sur toutes les thématiques concernant les quartiers populaires : lutte contre les discriminations, éducation, santé, emploi, culture, transitions écologiques, urbanisme, participation citoyenne, tranquillité publique.

C'est une association dont la gouvernance est assurée notamment par les élus des collectivités locales qui comportent un quartier populaire en Bretagne et Pays de la Loire. Depuis le 20 juin 2024, la présidence de l'association est assurée par Pierre Quénéa (vice-président de Nantes Métropole).

Contact :

Ouided AYAD, Directrice de RésO Villes – Tel : 07 62 45 58 39 – webmestre@resovilles.com